

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels



COMMISSION POLITIQUE
SPÉCIALE, 17^e
SÉANCE

Mercredi 5 décembre 1951, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

Pages

Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser dans tous ces territoires des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.12) [suite]	81
Organisation des travaux de la Commission	82

Président : M. Selim SARPÉR (Turquie).

Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser dans tous ces territoires des élections revêtant un caractère de réelle liberté (A/1938, A/AC.53/L.11/Rev.1, A/AC.53/L.12) [suite]

[Point 65*]

1. M. UNDEN (Suède) rappelle que, de l'avis des trois gouvernements qui présentent le projet de résolution commun (A/AC.53/L.11/Rev.1), la réunification de l'Allemagne selon des principes démocratiques est éminemment souhaitable et que la première et essentielle mesure à prendre est l'organisation d'élections revêtant un caractère de réelle liberté. C'est la première fois que le problème de l'Allemagne est évoqué au sein des Nations Unies. Conformément à l'Article 107 de la Charte, les gouvernements alliés se sont réservé une certaine liberté d'action à l'égard des Puissances ennemies vaincues, mais, malgré la latitude qui leur était laissée, trois d'entre eux ont sollicité le concours des Nations Unies ; il y a lieu de s'en féliciter.

2. Le représentant de la Suède remarque en passant que l'Article 107 ne lui semble pas constituer un obstacle à l'inscription de la question de l'Allemagne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Les trois gouvernements alliés ne désirent pas seuls l'unité de l'Allemagne : le peuple allemand lui-même la désire aussi. Dans le discours qu'il a prononcé le 6 octobre 1951, le Chancelier fédéral a déclaré que la politique du Gouvernement fédéral tendait à la réalisation de l'unité de l'Allemagne, en comprenant Berlin, la zone soviétique et l'Allemagne orientale tout entière. Il a ajouté que tous les Allemands avaient la volonté inflexible d'être à nouveau réunis dans la paix et la liberté. Des

déclarations autorisées dans le même sens ont également été faites en Allemagne orientale et en URSS. Le Président de la Commission soviétique de contrôle en Allemagne a déclaré que la division actuelle de l'Allemagne ne peut et ne doit pas se prolonger. Ainsi, toutes les parties intéressées poursuivent un même objectif et, de l'avis du Gouvernement de la Suède, l'unification de l'Allemagne est l'un des éléments les plus importants d'une politique internationale tendant à assurer la stabilité politique de l'Europe.

3. Sur les conditions de l'unification, de même que sur la méthode à employer, il existe cependant de grandes divergences de vues. Si l'Organisation des Nations Unies peut faciliter la mise en œuvre de mesures préliminaires, elle doit indubitablement offrir son concours.

4. Il semble généralement admis que l'organisation d'élections au suffrage libre, universel et secret dans toute l'Allemagne constituerait une étape importante vers l'unification. L'Assemblée fédérale de Bonn a approuvé un programme détaillé de procédure électorale en quatorze points qui garantit la liberté des élections futures et propose la création d'une commission internationale neutre qui serait nommée par les Nations Unies. Le Parti social démocrate a formulé une proposition analogue. Si toutefois le représentant de la Suède interprète correctement le mémorandum explicatif des trois gouvernements alliés (A/1938) et le projet de résolution commun, il croit comprendre que la proposition des trois Puissances prévoit la création d'un organe international dont le mandat se bornerait à l'étude de la situation actuelle en Allemagne en vue de déterminer si elle rend possible l'organisation d'élections revêtant un caractère de réelle liberté.

5. On peut se demander s'il convient d'envoyer une commission internationale en Allemagne avec un mandat aussi limité. A supposer que cette commission soit autorisée à pénétrer dans la zone orientale, il est indubitable que son rapport sur la situation actuelle dans cette zone aurait un caractère négatif. C'est d'ailleurs précisément parce que la situation dans cette zone est de nature à empêcher l'organisation d'élections libres que l'Assemblée fédérale de Bonn

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

a élaboré une série de dispositions tendant à assurer aux élections un caractère démocratique. L'une de ces dispositions, par exemple, stipule que toutes les restrictions qui ont été apportées à la circulation entre les zones, y compris le grand Berlin, doivent être levées au moins trois mois avant les élections. Comme ces restrictions n'ont pas été encore levées, il est manifeste que l'Assemblée fédérale de Bonn estime que les conditions préalables essentielles à l'organisation d'élections libres n'existent pas pour le moment.

6. Bien qu'il doute de l'utilité d'une commission dotée de pouvoirs aussi limités, le représentant de la Suède estime que les Nations Unies pourront apporter une aide certaine lorsque le moment sera venu d'organiser les élections. Il se demande donc si l'Assemblée générale ne devrait pas d'ores et déjà se déclarer disposée à prêter son concours aux parties intéressées en s'assurant que les conditions indispensables à l'organisation d'élections revêtant un caractère de réelle liberté sont effectivement remplies.

7. C'est aux Puissances occupantes qu'il incombe de négocier entre elles et avec les représentants du peuple allemand un accord assurant la liberté des élections ; les Nations Unies pourraient toutefois offrir leur concours aux parties intéressées en vue de faciliter la conclusion d'un accord de cette nature.

8. M. BUSTAMANTE (Équateur) estime qu'il serait très utile que les membres de la Commission aient à leur disposition une documentation complète sur le problème.

9. Le mémorandum qui accompagne le projet de résolution commun fait mention d'un certain nombre d'importantes déclarations qui n'ont pas été mises à la disposition des membres de la Commission.

10. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) déclare que sa délégation fera son possible pour donner satisfaction à la demande du représentant de l'Équateur, à condition de pouvoir disposer d'une liste écrite complète des documents dont ce représentant veut parler.

11. Répondant à une question de M. PIMENTEL BRANDAO (Brésil), le PRÉSIDENT précise que, conformément à la décision de la Commission, des invitations ont été adressées, aussitôt après la 16^e séance, aux représentants officiels des zones occidentale et orientale d'Allemagne et des secteurs de Berlin.

12. M. BELLEGARDE (Haïti) estime que la déclaration que le représentant d'Israël a faite à la 16^e séance mérite l'attention de la Commission, car ce représentant a rappelé certains événements qui ont conduit à la deuxième guerre mondiale.

13. L'une des raisons pour lesquelles il s'associe aux observations du représentant d'Israël est qu'il a appuyé un projet de résolution que la délégation de Cuba avait présenté à la huitième conférence inter-américaine tenue à Lima en 1938 et qui condamnait les persécutions raciales et religieuses.

14. Rappelant les persécutions qui ont eu lieu sous le régime hitlérien, le représentant d'Haïti déclare qu'il est impossible de condamner tout le peuple allemand. Il faut maintenant procéder à une œuvre d'épuration morale ; l'âme de l'Allemagne ne peut pas être changée, mais on devrait donner au peuple allemand tout entier — à l'Est comme à l'Ouest — le moyen d'affirmer ses sentiments par des élections libres. C'est ainsi que l'on saura où va le peuple allemand.

15. Si le désir de paix est aussi profond, c'est parce que les souffrances causées par la deuxième guerre mondiale ont été très grandes. Il est triste et décourageant d'entendre le représentant de la Pologne adresser des reproches amers à la France et au Royaume-Uni qui sont entrés en guerre en 1939, tout en n'y étant pas préparés, pour rester fidèles à leurs engagements envers la Pologne. Il est également regrettable d'apprendre que des condamnations sont prononcées en Chine contre des religieuses sans défense par de prétendus tribunaux du peuple.

16. La délégation d'Haïti se prononce en faveur de la proposition tendant à inviter le peuple allemand à procéder à des élections revêtant un caractère de réelle liberté, et elle estime tout à fait naturel que, à titre de première mesure, une commission neutre détermine les conditions dans lesquelles ces élections seront organisées.

Organisation des travaux de la Commission

17. M. TRUCCO (Chili) rappelle que la Commission a décidé d'inviter les représentants officiels du peuple allemand à faire une déclaration devant la Commission. Étant donné cette décision, il serait logique d'ajourner le débat jusqu'à ce que ces représentants aient été entendus. La Commission serait alors en mesure de poursuivre la discussion générale d'une façon ordonnée.

18. M. AMBY (Danemark) appuie la proposition du représentant du Chili.

19. M. COOPER (États-Unis d'Amérique) appuie lui aussi la proposition du représentant du Chili et exprime l'espoir que la Commission n'abordera aucun point de l'ordre du jour dans l'intervalle.

20. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) partage la manière de voir du représentant des États-Unis, surtout parce qu'il serait peu sage d'aborder l'examen d'une question pour devoir l'abandonner après une ou deux séances.

21. M. HAMILTON (Union Sud-Africaine), répondant à une question du PRÉSIDENT, indique que sa délégation ne serait pas prête à examiner, dans un délai aussi court, le point suivant de l'ordre du jour de la Commission intitulé : " Traitement des personnes d'origine indienne établies dans l'Union Sud-Africaine ".

22. M. PANIKKAR (Inde) est prêt à examiner cette question lorsque la Commission le jugera opportun, mais à condition que le débat se poursuive jusqu'à la fin, sans interruption.

23. M. TRUCCO (Chili) propose comme autre solution que la Commission examine le rapport du Conseil de sécurité en attendant l'arrivée des représentants allemands.

24. M. GRUMBACH (France) déclare que sa délégation approuve la proposition d'ajournement faite par le représentant du Chili, mais demande que le débat soit repris au plus tard le lundi 10 décembre, dans la matinée, que la ou les réponses soient arrivées ou non.

25. MOSTAFA Bey (Égypte) rappelle que, malgré les objections de l'Égypte, la Commission a décidé au cours de sa première séance de différer l'examen de la question de Libye, parce que les documents pertinents n'étaient pas encore prêts. La question de Libye est urgente, et les documents de base sont apparemment prêts ; on devrait donc donner à cette question une priorité plus élevée et en aborder l'examen immédiatement après la fin du débat sur l'organisation d'élections libres en Allemagne.

26. M. BOKHARI (Pakistan) appuie la proposition du représentant de l'Égypte. Bien que l'accession de la Libye à

l'indépendance, prévue pour le 1^{er} janvier 1952, ne dépende pas de l'examen de cette question par la Commission, toutes les questions connexes devraient être examinées avant cette date.

27. M. HOVEYDA (Iran) souhaiterait voir rapprocher la date de l'examen de la question de Libye.

28. M. HOOD (Australie), rappelant une suggestion du représentant de la France, propose que la Commission fixe au lundi suivant, 10 décembre, le délai limite pour la réception de la réponse des représentants de l'Allemagne orientale et occidentale ou pour l'arrivée de ces représentants. La présence de l'une ou l'autre des parties en cause permettrait à la Commission de poursuivre ses travaux. Si aucune de ces parties ne se présentait ou ne faisait parvenir de ses nouvelles à la date du lundi 10 décembre, la discussion générale sur la question allemande serait alors reprise automatiquement.

29. M. ORDONNEAU (France) précise encore la proposition de l'Australie en soulignant que les débats de la Commission seraient ainsi ajournés au moins jusqu'au samedi suivant, 8 décembre, date à laquelle on peut s'attendre à recevoir la réponse de certains porte-parole allemands. La proposition de l'Égypte tendant à changer l'ordre des points de l'ordre du jour est une question distincte qui ne devrait pas être tranchée maintenant.

30. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) s'associe sans réserve à l'interprétation que les représentants de la France et de l'Australie ont donnée du programme de travail de la Commission.

31. Le PRÉSIDENT demande au représentant de l'Égypte de se réserver le droit de proposer un changement de l'ordre dans lequel seront examinés les points de l'ordre du jour à l'issue du débat portant sur les élections allemandes.

La séance est levée à 12 heures.